

# VD\_GERICHTE PE24.024850 vom 20. Dezember 2024

VD Tribunal cantonal, 2024-12-20, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_gerichte\\_PE24.024850](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE24.024850)

FR: VD\_GERICHTE PE24.024850 du 20 décembre 2024

IT: VD\_GERICHTE PE24.024850 del 20 dicembre 2024

## Erwägungen

### E. 3.1

Le recourant expose que contrairement à ce que le Procureur a retenu, l'auteur a été identifié et entendu, qu'il a subi une fracture à la jambe qui a nécessité une hospitalisation/opération, qu'il est en incapacité de travail depuis les faits et que ses conclusions civiles porteront notamment sur une indemnité pour perte de gain. Or, il vivait à l'étranger avant de revenir en Suisse peu avant les faits, mais n'a pas pu reprendre d'activité lucrative en raison des événements précités.

### E. 3.2

A teneur de l'art. 29 al. 3 Cst., toute personne qui ne dispose pas de ressources suffisantes a droit, à moins que sa cause paraisse dépourvue de toute chance de succès, à l'assistance gratuite d'un défenseur, dans la mesure où la sauvegarde de ses droits le requiert. L'art. 136 CPP concrétise les conditions d'octroi de l'assistance judiciaire pour la partie plaignante dans un procès pénal (TF 1B\_317/2021 du 9 décembre 2021 ; TF 1B\_119/2021 du 22 juillet 2021 consid. 2.1).

- 7 - Dans son ancienne teneur, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023, l'art. 136 al. 1 aCPP prévoyait que la direction de la procédure accordait entièrement ou partiellement l'assistance judiciaire à la partie plaignante indigente pour lui permettre de faire valoir ses prétentions civiles si l'action civile ne paraissait pas vouée à l'échec. La nouvelle teneur de cette disposition permet également d'octroyer l'assistance judiciaire à la victime, pour lui permettre de faire aboutir sa plainte pénale, si elle ne dispose pas de ressources suffisantes et que l'action pénale ne paraît pas vouée à l'échec (art. 136 al. 1 let. b CPP). L'assistance judiciaire comprend l'exonération d'avances de frais et de sûretés (art. 136 al. 2 let. a CPP), l'exonération des frais de procédure (art. 136 al. 2 let. b CPP) et/ou la désignation d'un conseil juridique gratuit, lorsque la défense des intérêts de la partie plaignante l'exige (art. 136 al. 2 let. c CPP). Cette norme reprend ainsi les trois conditions cumulatives découlant de l'art. 29 al. 3 Cst., à savoir l'indigence, les chances de succès et le besoin d'être assisté (TF 7B\_846/2023 du 9 janvier 2024 consid. 2.2 et les références citées ; TF 6B\_1196/2022 du 26 janvier 2023 consid. 3.3 ; TF 1B\_513/2022 du 6 décembre 2022 consid. 2.1). L'art. 136 CPP concerne toutefois spécifiquement les conclusions civiles (TF 7B\_846/2023 précité ; TF 6B\_1196/2022 précité ; TF 6B\_1324/2021 du 20 septembre 2022 consid. 2.1). S'agissant de la désignation d'un conseil juridique gratuit, l'art. 136 al. 2 let. c CPP pose, en plus des exigences de l'indigence et des chances de succès de l'action civile, l'exigence supplémentaire que l'assistance d'un avocat se révèle nécessaire à la défense des intérêts de la partie plaignante. Selon les critères déduits de l'art. 29 al. 3 Cst. par la jurisprudence pour juger de la nécessité de la désignation d'un conseil juridique au lésé, la procédure pénale ne nécessite en principe que des connaissances juridiques modestes pour la sauvegarde des droits du lésé ; il s'agit essentiellement d'annoncer ses éventuelles prétentions en

- 8 - réparation de son dommage et de son tort moral ainsi que de participer aux auditions des prévenus et des témoins éventuels et de poser, le cas échéant, des questions complémentaires ; un citoyen ordinaire devrait ainsi être en mesure de défendre lui-même ses intérêts de lésé dans une enquête pénale (ATF 123 I 145 consid. 2b/bb ; TF 1B\_272/2023 du 7 juin 2023 consid. 2 et les références citées ; TF 1B\_18/2023 du 17 février 2023 consid. 3). Pour évaluer si l'affaire présente des difficultés que la partie plaignante ne pourrait pas surmonter sans l'aide d'un avocat, il y a lieu d'apprécier l'ensemble des circonstances concrètes. Il faut tenir compte notamment des intérêts en jeu, de la complexité de la cause en fait et en droit, des circonstances personnelles du demandeur, de ses connaissances linguistiques, de son âge, de sa situation sociale et de son état de santé (ATF 123 I 145 précité consid. 2b/cc ; TF 1B\_272/2023 précité ; TF 1B\_18/2023 précité). La nécessité peut découler également des conséquences que l'issue de la procédure pourrait avoir pour le justiciable ; plus les conséquences possibles de la procédure apparaissent lourdes pour le requérant, plus l'assistance d'un avocat apparaît justifiée. Il n'existe pas de règle unique (Harari/Corminboeuf Harari, CR CPP, nn. 62, 62a et 63 ad art. 136 CPP). Comme vu ci-dessus, depuis le 1er janvier 2024, l'assistance judiciaire n'est plus accordée qu'à la seule partie plaignante pour lui permettre de faire valoir ses prétentions civiles, mais également à la victime « pour lui permettre de faire aboutir sa plainte pénale ». Selon le message (FF 2019 pp. 6351 ss, spéc 6386-6388) : « Cette exigence de nécessité signifie que l'affaire présente des difficultés de fait ou de droit auxquelles la personne concernée ne pourrait pas faire face seule, car cela rendrait impossible une défense adéquate et efficace de ses intérêts. Cette question doit être tranchée au vu de l'ensemble des circonstances concrètes, qui comprennent la gravité de l'atteinte, les difficultés de fait et de droit liées au cas ainsi que la capacité de la personne concernée de se repérer dans la procédure, notamment en considération de sa condition

- 9 - physique et psychique (TF 1B\_355/2012 du 12 octobre 2012 consid. 5.5 ; Lieber, in : Donatsch/Hansjakob/Lieber, StPO Komm., ad art. 268 no 10 s.). Comme l'ont demandé certains participants à la consultation (Synthèse de la consultation, p. 9), il ne faudrait pas poser de conditions trop strictes quant à l'exigence de nécessité, par souci de protection efficace des victimes (voir aussi BSK StPO-Mazzuchelli/Postizzi, ad art. 136 no 17 s.). Celles-ci sont souvent apeurées et intimidées lorsqu'elles doivent faire face, sans l'assistance d'un avocat, à des prévenus bénéficiant d'une défense d'office. Cela peut entraîner une victimisation secondaire et inciter les victimes à éviter de faire une déposition ou à l'atténuer, ce qui nuit à la recherche de la vérité. Si une défense est accordée d'office au prévenu lorsque la partie civile est représentée par un avocat, conformément au principe de l'égalité entre les parties, la victime qui s'est constituée partie civile doit en contrepartie disposer de la même possibilité. Il ne semble pas non plus pertinent de refuser la demande au motif que les droits de la victime sont déjà défendus par le ministère public, qui est responsable de l'exercice de l'action publique. En effet, cela viderait cette disposition de son sens. ».

### **E. 3.3**

Les conditions de l'indigence et des chances de succès de l'action civile ne sont pas remises en cause, puisque le Ministère public les a admises. Reste à examiner la condition posée par l'art. 136 al. 2 let. c CPP. A cet égard, le Ministère public a retenu que le recourant participait à la procédure en qualité de partie plaignante (au civil et pénal) contre inconnu. Le procureur a estimé que le calcul des prétentions civiles ne nécessitait pas de

connaissances juridiques et qu'elles n'étaient pas compliquées à chiffrer puisqu'elles se limitaient au remboursement d'éventuels frais médicaux non couverts par l'assurance. En conséquence, les conditions de l'art. 136 al. 2 let. c CPP n'étaient pas réunies. En l'occurrence, on peut donner acte au recourant qu'au vu des faits dénoncés et de l'opération subie ensuite du coup de pied qu'il a

- 10 - reçu, l'infraction de lésions corporelles simples, qui constitue un délit, entre en considération. Ensuite, il est vrai que le calcul relatif aux conclusions civiles ne semble pas aisé puisque le recourant indique qu'il n'a pas pu trouver d'emploi en raison de sa blessure, ce qui l'amènera à devoir calculer une éventuelle perte de gain. A cela s'ajoute que, sur le plan des faits et du droit, l'affaire ne paraît pas si simple, l'inconnu, qui a pu être identifié, ayant déposé une plainte pénale contre M. \_\_\_\_\_ dans laquelle il conteste la version présentée par ce dernier. Du moment qu'il ne faut pas se montrer trop strict dans l'application de l'art. 136 al. 2 let. c CPP, il apparaît que les conditions d'octroi d'un conseil juridique gratuit sont réunies.

#### **E. 4**

Au vu de ce qui précède, le recours doit être admis et Me Fabien Mingard désigné en qualité de conseil juridique gratuit en faveur de M. \_\_\_\_\_ avec effet au 5 novembre 2024. L'ordonnance entreprise sera réformée en ce sens. Les frais de procédure, constitués en l'espèce du seul émolument d'arrêt, par 1'100 fr. (art. 20 al. 1 TFIP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010 ; BLV 312.03.1]), seront laissés à la charge de l'Etat (art. 428 al. 4 CPP). Me Fabien Mingard n'a pas requis sa désignation en qualité de conseil juridique gratuit pour la procédure de recours comme le commande l'art. 136 al. 3 CPP. Aucune indemnité d'office ne lui sera par conséquent allouée. En revanche, le recourant, qui obtient gain de cause et a procédé avec l'assistance d'un mandataire professionnel, a droit à l'octroi d'une indemnité pour les dépenses occasionnées par l'exercice raisonnable de ses droits pour la procédure de recours. Me Fabien Mingard a produit une liste des opérations faisant état de 2h00 d'activité d'avocat au tarif horaire de 250 francs. Il n'y a pas lieu de s'en écarter. Les honoraires s'élèveront ainsi à 500 francs. Viennent s'y ajouter des débours forfaitaires à hauteur de 2 % des honoraires admis (art. 19 al. 2 TDC [tarif

- 11 - des dépens en matière civile du 23 novembre 2010 ; BLV 270.11.6]), applicable par renvoi de l'art. 26a al. 6 TFIP), par 10 fr., et la TVA au taux de 8,1 % sur le tout, par 41 fr. 30. L'indemnité s'élève ainsi à 552 fr. en chiffres arrondis. Elle sera laissée à la charge de l'Etat (art. 436 al. 3 CPP). Par ces motifs, la Chambre des recours pénale prononce : I. Le recours est admis. II. L'ordonnance du 25 novembre 2024 est réformée en ce sens que Me Fabien Mingard est désigné en qualité de conseil juridique gratuit de M. \_\_\_\_\_ avec effet au 5 novembre 2024. L'ordonnance est confirmée pour le surplus. III. Les frais de procédure, par 1'100 fr. (mille cent francs), sont laissés à la charge de l'Etat. IV. Une indemnité de 552 fr. (cinq cent cinquante-deux francs) est allouée à M. \_\_\_\_\_ pour la procédure de recours, à la charge de l'Etat. V. L'arrêt est exécutoire. Le président : La greffière : Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - Me Fabien Mingard, avocat (pour M. \_\_\_\_\_), - Ministère public central, et communiqué à : - M. le Procureur de l'arrondissement de Lausanne,

- 12 - par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.